



EMES CONFERENCES

SELECTED PAPERS SERIES

"The Third Sector and Sustainable Social Change: New Frontiers for Research"
Barcelona (Spain) - July 9-12, 2008

8th ISTR International Conference
2nd EMES-ISTR European Conference
in partnership with CINEFOGO

LES DYNAMIQUES D'ECONOMIE SOLIDAIRE AU BRESIL : UNE ANALYSE AU PRISME DE L'ENCASTREMENT POLITIQUE

Andreia Lemaître

CERISIS et Institut d'Etudes du Développement de l'Université catholique de Louvain

Copyright © 2009 Andreia Lemaître

Any portion of these materials is freely available for information and educational purposes, but cannot be re-published in any format that may entail fees or royalties without the express permission of the copyright holders.

ABOUT THE EMES CONFERENCES SELECTED PAPERS SERIES:

This series aims to ensure that selected papers from conferences in which EMES has been involved will be accessible to a larger community interested in the third sector and social enterprise.

EMES Conferences Selected Papers have not undergone any editing process.

All the papers of the series are available for download at www.emes.net.

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	3
1. L'économie solidaire en tant que mouvement social	3
1.1. Historique de la constitution du secteur de l'économie solidaire	3
La coexistence d'un coopérativisme traditionnel et d'un coopérativisme populaire	3
De l'associativisme-coopérativisme et des initiatives de génération de travail et revenu aux expériences d'économie solidaire	4
Vers une diversification des expériences d'économie solidaire.....	6
Des réseaux d'économie solidaire au mouvement d'économie solidaire	6
Le Forum Social Mondial et la constitution du Groupe de Travail Brésilien d'Economie Solidaire.....	6
Du GT Brésilien au Secrétariat National d'Economie Solidaire et au Forum Brésilien d'Economie Solidaire.....	7
Le développement des Forums d'économie solidaire.....	8
De l'insertion des expériences d'économie solidaire dans le mouvement	9
De l'importance des structures d'appui au développement de l'économie solidaire	9
1.2. Sur le mouvement social	10
2. L'économie solidaire et la bannière de l'autogestion.....	12
Conclusion	13
Bibliographie.....	14

INTRODUCTION

Les initiatives d'économie solidaire (ES) au Brésil comportent des traits spécifiques, par exemple leurs racines populaires. Comme dans la majorité des pays du Sud, l'ES ne prend pas ses racines dans l'histoire de l'institutionnalisation des initiatives ouvrières du 19^{ème} siècle mais est profondément liée à l'histoire ancienne des pratiques d'économie populaire. Dès lors, ces initiatives ne sont ni structurées, ni institutionnalisées comme dans nos pays européens. En particulier, le coopérativisme populaire s'enracine dans l'économie populaire, au fort ancrage territorial, loin des circuits conventionnels d'emploi ou des domaines couverts par les politiques publiques de protection sociale.

La littérature a déjà largement balisé ces caractéristiques socio-économiques des expériences d'ES. Dans cet article, nous défendons l'hypothèse selon laquelle, pour étudier ce secteur aujourd'hui, au Brésil, il faut ajouter un niveau d'analyse, celui qui consiste en l'étude sociopolitique de ces organisations. Il s'agit de dépasser l'analyse organisationnelle pour l'enrichir de l'apport des théories de l'encastrement, qui permettent d'appréhender les organisations également comme des institutions, comme des systèmes de légitimité capables d'action sur leur contexte. En particulier, le concept d'encastrement politique, issu de l'analyse de Polanyi (1944), est intéressant, en invitant à étudier comment de telles initiatives se sont progressivement inscrites dans l'espace public.

Nous défendons l'hypothèse selon laquelle l'ES au Brésil peut être appréhendée par une double dimension, socioéconomique *et* sociopolitique. C'est à travers le *mouvement social* que s'est cristallisée et divulguée l'identité d'ES au Brésil. C'est à travers lui qu'une série de coopératives populaires et "initiatives de génération de travail et revenu" ont commencé à se reconnaître comme faisant partie de l'ES – tandis que d'autres expériences associatives et coopératives ne se reconnaissent pas comme faisant partie de l'ES. Ensuite, c'est parce que des initiatives collectives privées tentent de mettre en place des relations de travail davantage horizontales, en brandissant la *bannière de l'autogestion*, qu'elles sont reconnues comme étant d'ES. Cette dimension de démocratie au sein des activités économiques est, pour les protagonistes, le critère central d'une telle appartenance. Dans l'article, nous déployons successivement ces deux points, à l'aide d'une approche historique de la constitution du secteur. Cela nous permet de conclure sur une définition de l'ES aujourd'hui au Brésil.

1. L'ECONOMIE SOLIDAIRE EN TANT QUE MOUVEMENT SOCIAL

En retracant ci-dessous quelques moments-clé de définition du secteur de l'ES, nous percevrons que, si des initiatives associatives et coopératives ont toujours existé et que l'on en dénombre de nombreuses à la sortie la dictature, ce n'est que lors de la seconde moitié des années 1990 que s'accroît l'utilisation du terme d'ES, suite à des échanges internationaux de certains de ces protagonistes. L'ES prend force dans l'espace public suite à la constitution de réseaux. Les Forums Sociaux Mondiaux constituent alors des moments importants de l'histoire récente de l'ES au Brésil, puisqu'ils vont héberger la naissance du mouvement social, structuré par le Forum Brésilien d'Economie Solidaire.

1.1. Historique de la constitution du secteur de l'économie solidaire

Comment une série d'acteurs se sont-ils progressivement forgés une identité commune, celle d'ES ?

La coexistence d'un coopérativisme traditionnel et d'un coopérativisme populaire

Le mouvement coopérativiste au Brésil apparaît à la fin du 19^{ème} siècle, à travers l'immigration d'eurocéans fondant des coopératives selon la doctrine de C. Fourier (Schmidt et Perius 2003). Les coopératives prirent principalement la forme de coopératives de

consommation dans les zones urbaines et de coopératives agricoles dans les zones rurales. La plupart des coopératives de consommation disparurent suite à l'expansion des chaînes de supermarchés. Les coopératives agricoles se sont, au contraire, étendues et certaines se sont transformées en grandes entreprises agro-industrielles. Les premières lois réglementant le coopérativisme au Brésil apparaissent lors du gouvernement populiste de G. Vargas. En 1971, pendant la dictature militaire, est définie l'actuelle structure du système coopérativiste au Brésil à travers la loi 5 764 qui réglemente jusqu'à aujourd'hui les coopératives.

A côté de ce coopérativisme traditionnel, s'est également développé un ensemble d'initiatives dont l'objectif est de répondre aux besoins de survie et de génération de revenu de leurs membres, issus des milieux populaires, exclus des systèmes conventionnels d'emploi, de distribution de revenu et de protection sociale. Regroupées sous la rubrique de "coopérativisme populaire", celles-ci forment encore aujourd'hui la grande majorité des expériences d'ES au Brésil, bien que celles-ci se soient grandement diversifiées par la suite, comme nous le verrons plus loin. Dans la plupart des cas, ce sont des collectifs de petite taille qui, sous le statut juridique d'association, de coopérative ou en tant que groupe informel, tentent de générer un revenu à travers une activité de production de biens et/ou services entreprise dans une perspective de démocratie économique et dont les revenus sont distribués entre les membres, en guise de rémunération, selon des critères déterminés par ceux-ci. De manière générale, les coopératives populaires se retrouvent mal au sein de la loi de 1971 réglementant les coopératives brésiliennes, jugée plus adéquate aux grandes coopératives traditionnelles. Les exigences légales afférentes à l'acquisition du statut – telles que les frais de légalisation, l'exigence d'un nombre minimum de vingt coopérateurs et le système d'imposition – correspondent peu à la réalité et aux spécificités de ces collectifs souvent de petite taille et générant de faibles revenus.¹

Coexistent par conséquent au Brésil deux grands types de coopérativisme : un coopérativisme traditionnel et une vague plus récente de coopératives populaires. Seules ces dernières s'inséreront dans le mouvement de l'ES qui se développera par la suite. En effet, celles-ci entendent se distinguer, notamment à travers une mise en réseaux et une constitution en mouvement social affirmant leurs caractéristiques d'ES, du coopérativisme traditionnel jugé conservateur et n'appliquant pas les principes de l'autogestion, "c'est pourquoi on ne peut pas les considérer comme une partie de l'économie solidaire" (Singer 2002, p. 122). Elles entendent se distinguer également des "fausses coopératives", c'est-à-dire des entreprises ne respectant pas les principes coopératifs mais constituées sous la forme juridique de coopérative afin de pouvoir engager les travailleurs sous statut d'indépendants, ne pas être contraintes par la législation du travail liée au statut d'employé, entraînant de la sorte une précarisation du statut du travailleur.

Ce sont autant d'éléments qui participeront de l'importance, au sein des débats publics brésiliens, de la définition de critères clairs et discriminants d'ES, qui aillent au-delà du statut juridique.

De l'associativisme-coopérativisme et des initiatives de génération de travail et revenu aux expériences d'économie solidaire

Il est évident que les pratiques d'ES existent depuis bien longtemps au Brésil, entreprises notamment par la large parcelle de la population vivant à la marge des circuits formels de l'économie et développant des pratiques d'entraide mutuelle et de solidarité afin de faire face à l'absence d'accès à des conditions de vie dignes. Mais ces pratiques se développèrent

¹ La loi 5 764 de 1971 sur le coopérativisme est en voie de transformation par le Congrès National depuis 2004. En effet, nous verrons plus loin que l'une des revendications politiques du mouvement d'économie solidaire est la révision de cette loi, en vue notamment d'une meilleure adéquation aux réalités du coopérativisme populaire.

particulièrement à partir de la seconde moitié des années 1980 lorsque, à la sortie du régime militaire, on assiste à la résurgence des mouvements sociaux, de l'action sociale de l'Eglise, des Organisations Non Gouvernementales (ONGs) financées en partie par la coopération internationale au développement, etc. On assiste également à cette époque au développement d'un contingent supplémentaire d'exclus, principalement dans les zones urbaines, suite à la crise caractérisant la "décennie perdue" des économies latino-américaines. Le développement de politiques néolibérales et l'orthodoxie budgétaire imposée par les plans d'ajustement structurel viennent aggraver le manque traditionnel de politiques sociales à même d'affronter ces problèmes (Carvalho de França Filho et Laville 2004, Sarria Icaza 2006).

Face à l'immense crise sociale et au manque de politiques publiques en la matière, il apparaît aux acteurs populaires et aux structures d'appui la nécessité "d'élaborer des options concrètes, alternatives économiques immédiates et de moyen et long terme, amplifiant l'espace de luttes, auparavant principalement centré sur la conquête d'espaces politiques pour transformer des structures injustes ou pour exiger la mise en place de politiques sociales. Apparaissent de nombreuses initiatives, de nouveaux espaces de discussion et de pratique sociale" (Sarria Icaza 2006, p. 2). Furent développés de multiples projets locaux, plus connus sous le nom d'"initiatives de génération de travail et revenu". A cette époque, on dénombre de nombreuses associations, coopératives et groupes de production communautaires.

Dans les années 1980, apparaît le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) qui joue un rôle-clé en milieu rural. Il promeut, dans les *assentamentos* de la réforme agraire, une organisation de la production sous forme de coopératives autogestionnaires, de production agricole et d'élevage. C'est à cette époque également que la Cáritas brésilienne développa dans tout le pays un vaste ensemble de "Projets Alternatifs Communautaires", de création de revenu, autour du thème "la solidarité libère".

Ces initiatives étaient généralement appréhendées, tant dans la littérature scientifique que parmi les acteurs de terrain, selon les termes d'"associativisme et coopérativisme" ou encore "initiatives de génération de travail et revenu" (Mello et Silveira 1990). Fin des années 1980 et pendant les années 1990, un ensemble d'échanges et rencontres se développent entre travailleurs et structures d'appui de projets associatifs et autogestionnaires entre le Brésil, le Venezuela, le Mexique, la France et l'Espagne (RBSES 2006). C'est lorsque les protagonistes commencent à s'articuler internationalement que se répand au Brésil l'utilisation du terme d'"économie solidaire" pour dénommer ces initiatives.

En outre, la crise industrielle du début des années 1990, et les nombreux licenciements qui en découlent, défient les secteurs auparavant intégrés dans le marché du travail formel. Les syndicats tentent de se repositionner et commencent à envisager de nouvelles alternatives. La Centrale Unique des Travailleurs – la plus grande centrale syndicale du pays – entame des actions en matière d'ES. L'Association Nationale de Travailleurs d'Entreprises d'Autogestion et, quelques années plus tard, l'Union et Solidarité des Coopératives, sont créées suite à la récupération d'entreprises en faillite par les employés qui les transforment en coopératives.

Les expériences d'ES et les structures d'appui se sont donc organisées en réseaux, visant le renforcement des initiatives. Ainsi, le Réseau Brésilien de Socioéconomie Solidaire (RBSES) est créé en 2000, sous l'impulsion de deux ONGs. Sans doute actuellement le plus important réseau national d'ES, il réunit des expériences d'ES, des structures d'appui, des chercheurs, etc., en vue notamment de promouvoir un modèle alternatif de développement, "un espace croissant de socioéconomie solidaire à l'intérieur du propre capitalisme et en opposition à celui-ci" (RBSES 2006).

Vers une diversification des expériences d'économie solidaire

On assiste alors à cette époque à une diversification des expériences d'ES, plus traditionnellement composées du coopérativisme populaire. Ainsi, viennent se rajouter à cette catégorie, les coopératives issues du mouvement syndical, mentionné plus haut, de réponse aux faillites d'entreprises à travers la récupération de celles-ci par les travailleurs.

D'autres expériences se développent significativement dans les années 90 et sont à mentionner notamment en raison de la notoriété qu'elles ont acquise dans le domaine. Il y a, d'une part, les expériences, aux pratiques et méthodologies variées, ayant trait au domaine des finances solidaires et regroupées sous la dénomination de "banques populaires". Ce sont les fonds rotatifs, les expériences de microcrédit et les banques communautaires. Il y a, d'autre part, les systèmes d'échanges locaux de biens et services, regroupés au Brésil sous la dénomination de "clubs d'échange". Ce sont des personnes qui échangent des biens et services, avec ou sans monnaie sociale comme instrument de régulation, selon un ensemble très varié de critères décidés par le groupe et qui visent à encastrer les relations économiques dans des logiques sociales.

Des réseaux d'économie solidaire au mouvement d'économie solidaire

Malgré les nombreuses articulations² régionales, nationales et internationales, c'est principalement à partir de 2001, autour des successifs Forums Sociaux Mondiaux à Porto Alegre, que se cristallise l'identité d'ES au Brésil. Surtout, c'est à partir de là que celle-ci gagne de la vigueur dans l'espace public, à travers une véritable articulation nationale qui vise à se constituer en tant que mouvement social pour défendre l'ES comme modèle de développement alternatif au capitalisme.

Nous percevrons ci-dessous que ce mouvement fut impulsé par un groupe de structures d'appui au développement de l'ES, qui s'est ensuite élargi à d'autres protagonistes, en particulier les propres expériences d'ES, pour constituer le Forum Brésilien d'Economie Solidaire représentant le mouvement. Il est toutefois profondément lié à un parti émergeant concomitamment sur la scène gouvernementale nationale et qui accède à ses revendications en créant le Secrétariat National d'Economie Solidaire.

Le Forum Social Mondial et la constitution du Groupe de Travail Brésilien d'Economie Solidaire

A l'occasion de l'organisation du premier Forum Social Mondial à Porto Alegre en 2001, s'est constitué un groupe de travail national, connu sous le nom de Groupe de Travail Brésilien d'Economie Solidaire ou "GT Brésilien", en charge de négocier auprès du Comité Organisateur du Forum un agenda d'activités en matière d'ES. Ce groupe était composé d'ONGs et de réseaux d'appui au développement de l'ES, agissant en milieu urbain et rural, émanant de l'action sociale de l'Eglise catholique, de syndicats, d'universités, de mouvements sociaux populaires, etc., ainsi que des représentants de préfectures et du gouvernement de l'Etat du Rio Grande du Sud, jugés progressistes et où il existait déjà des actions gouvernementales en faveur de l'ES. Lors du second Forum Social Mondial, en 2002, c'est à nouveau le GT Brésilien qui est en charge de coordonner les activités liées à l'ES.

² Nous reprenons ce terme car il est fortement mobilisé par les acteurs du champ. Il s'agit d'un terme général qui fait référence à des échanges, rencontres, rassemblements, etc. d'acteurs, de tout ordre, en vue de la poursuite d'un objectif commun.

Du GT Brésilien au Secrétariat National d'Economie Solidaire et au Forum Brésilien d'Economie Solidaire

Lors du second semestre de l'année 2002, il fut décidé que le GT Brésilien, en plus d'organiser les activités d'ES au sein du troisième Forum Social Mondial, assumerait le rôle de rassembler différents acteurs en vue de garantir la représentation du thème de l'ES dans la campagne présidentielle de cette année. Ils décidèrent d'appuyer le candidat Luis Inácio Lula da Silva, du Parti des Travailleurs, identifié aux couches populaires et aux causes progressistes et considéré comme le seul candidat à même d'intégrer l'ES dans son programme de gouvernement, malgré sa coalition avec des partis du champ jugé conservateur.

C'est lors du second tour des élections présidentielles que l'articulation réalisée par le GT Brésilien décide de revendiquer un espace institutionnel qui puisse promouvoir des politiques en faveur de l'ES. En octobre 2002, Luiz Inácio Lula da Silva est élu président du Brésil et des négociations sont entamées avec des représentants du nouveau gouvernement. C'est ainsi que le GT Brésilien adresse une lettre au gouvernement Lula, mentionnant des directives générales pour le développement de l'ES dans le pays, revendiquant la mise en place d'une politique d'appui à l'ES et la création d'un Secrétariat National d'Economie Solidaire (SENAES) et indiquant le nom du professeur Paul Singer, issu du mouvement, pour le coordonner. La lettre est amplement divulguée, appelant à l'adhésion de "militants du mouvement de l'ES" et les convoquant pour une Plénière de construction d'un "agenda d'intérêts communs pour l'ensemble du mouvement de l'économie solidaire" (FBES 2006).

A l'occasion du troisième Forum Social Mondial en janvier 2003, le gouvernement Lula confirme la création d'un nouveau Secrétariat, le SENAES, dont la direction fut confiée au professeur Singer, conformément aux revendications du mouvement. Pour les protagonistes, la nouvelle est accueillie comme "une conquête de tous ceux et celles qui travaillent en faveur de l'économie solidaire depuis plus d'une décennie" (FBES 2006). Le SENAES fut formellement créée en juin 2003, à travers un décret présidentiel, au sein de l'un des ministères les plus anciens de l'administration publique brésilienne, le Ministère du Travail et de l'Emploi, considéré comme l'un des ministères les plus importants pour un gouvernement dit populaire, avec de fortes racines dans le milieu syndical.

C'est à cette époque que différentes Plénières Nationales d'Economie Solidaire sont organisées par le GT Brésilien, en 2002 et 2003, réunissant des acteurs de l'ES de l'ensemble du pays, issus des plénières organisées dans les Etats fédérés. Il s'agissait de représentants de structures d'appui au développement de l'ES, mais aussi de représentants des travailleurs de coopératives et associations et des pouvoirs publics. Ces plénières visaient mettre en place un "grand processus de mobilisation populaire" (FBES 2006) afin de débattre sur, et approuver, une Carte de Principes (constituant l'identité de l'ES), une Plate-forme de Luttes communes, ainsi que la création d'un Forum National d'Economie Solidaire (FBES 2006). Il fut décidé, à titre de convention, que serait utilisée la terminologie d'"économie solidaire" considérée comme la plus universelle parmi les diverses terminologies utilisées.

Dans la Carte de Principes approuvée, l'ES est définie comme "ayant pour points communs" un large ensemble de valeurs telles que "la valorisation sociale du travail humain [...] la reconnaissance du lieu fondamental de la femme et du féminin dans une économie fondée sur la solidarité ; la recherche d'une relation d'échange respectueux avec la nature, la coopération et la solidarité". Elle y est clairement présentée comme un modèle, une "stratégie de développement pour la société brésilienne" (FBES 2006) et le monde en général, s'opposant au capitalisme. En ce qui concerne la Plate-forme de Luttes, elle fit ensuite partie du Plan d'Action du SENAES. Elle demande l'élaboration par le SENAES, en dialogue avec le Forum Brésilien d'Economie Solidaire, de politiques publiques "qui soient adéquates à l'expansion et

au renforcement de l'économie solidaire dans le pays". Il s'agit par exemple d'un système de taxation spécifique pour les initiatives d'ES et d'une nouvelle législation pour les coopératives – réglementées selon la loi du coopérativisme de 1971.

Enfin, la dernière Plénière institua le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES), dont l'objectif serait "d'articuler et de mobiliser les bases de l'économie solidaire à travers le pays [...] et de faire l'interlocution vis-à-vis du gouvernement, en particulier vis-à-vis du SEANES" (FBES 2006). Le FBES a été constitué de manière conjointe au SENAES, obtenant un statut différencié par rapport aux autres articulations brésiliennes en matière d'ES – bien que plusieurs d'entre elles se retrouvent dans le Forum. Dès sa conception, il fut décidé que le FBES serait l'un des principaux interlocuteurs du SENAES, entreprenant des activités en commun et se réunissant régulièrement à Brasília.

Le développement des Forums d'économie solidaire

La mobilisation en vue de la constitution du FBES mena à des articulations d'acteurs – ou à la consolidation d'articulations existantes –, aux niveaux local et des Etats fédérés, afin de constituer des forums micro-régionaux ou municipaux d'ES et les forums d'ES des Etats qui seraient représentés au sein du FBES. Ce processus est encore en construction aujourd'hui. L'objectif était de construire les ramifications locales de l'articulation entre les acteurs, entre autres "afin que chaque protagoniste se reconnaîsse dans le mouvement de l'économie solidaire" (FBES 2006). Il est intéressant de noter que le SENAES a participé à la création de certains Forums d'ES des Etats, jouant de la sorte un rôle dans la construction du mouvement d'ES.

La singularité de l'expérience brésilienne en matière d'organisation politique de l'ES consiste en la constitution de ces Forums d'ES, au niveau micro-régional, des Etats fédérés et national. Ils constituent le corps du mouvement social d'ES, l'outil principal par lequel il se structure et interagit avec les pouvoirs publics. En effet, de manière générale, les réseaux sont constitués uniquement d'expériences d'ES et de structures d'appui et sont des espaces d'articulation de la société civile plus indépendants de pouvoirs publics. Les Forums sont, comme les réseaux, des espaces d'articulation d'acteurs, dont l'engagement est volontaire, en vue de leur renforcement. Ils présentent également une dimension d'assistance technique aux expériences d'ES et une dimension d'organisation politique. Mais ils ont ceci de particulier, par rapport au mode plus commun d'articulation des initiatives en réseaux, qu'ils s'ouvrent à la présence des pouvoirs publics avec lesquels ils entretiennent une relation plus étroite. Ainsi, contrairement aux réseaux, les Forums d'ES sont composés également de représentants de pouvoirs publics. Ce sont un rassemblement d'acteurs dans un sens plus large que les réseaux, dans la mesure où ils incluent l'ensemble des parties prenantes de l'ES : expériences en tant que telles, structures d'appui et représentants de pouvoirs publics actifs en matière d'ES. Contrairement aux réseaux également, un seul Forum d'ES est présent à chaque niveau de pouvoir – micro-régional, des Etats fédérés et national – et celui-ci concerne toujours l'ensemble des expériences d'ES (et non parfois des segments de celle-ci). Ensuite, ils sont organisés systématiquement de bas en haut des différents niveaux de pouvoir politico-administratifs : Forums micro-régionaux ou municipaux envoyant des représentants au Forum d'ES de l'Etat, envoyant à son tour des représentants au FBES.

Le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES) se structure selon, d'une part, des représentants de douze organisations et réseaux d'appui qui componaient l'ancien GT Brésilien et des représentants des Forums d'ES des Etats. Les anciens membres du GT Brésilien, structures d'appui issues du Tiers secteur, ont donc reçu une place privilégiée au sein du FBES, en raison de la reconnaissance du rôle joué dans le processus de constitution du mouvement d'ES.

Enfin, les pouvoirs publics – principalement le SENAES – financent une partie de leurs activités. Dès lors, bien que les Forums revendiquent leur autonomie par rapport aux pouvoirs publics en se présentant comme un espace d’articulation de la société civile, ils apparaissent comme l’intermédiaire-clé vis-à-vis de l’Etat, lors de la négociation avec les pouvoirs publics et la construction de politiques publiques.

De l’insertion des expériences d’économie solidaire dans le mouvement

Le renforcement de l’articulation politique du secteur de l’ES et de son action sur la scène publique entraîna une croissance des expériences d’ES (SIES 2006). On dénombre aujourd’hui 14 954 expériences d’ES comptant 1 251 882 membres³ (SIES 2006).

Les nouvelles expériences d’ES ont eu tendance à s’insérer quasi-automatiquement dans le mouvement d’ES, étant pour beaucoup nées au sein de celui-ci ou dans son contexte de formation. Mais de nombreuses coopératives populaires ne se sont pas insérées dans le mouvement d’ES. Certaines ne s’identifient pas comme étant des expériences d’ES. Suite au mouvement d’ES, nous pouvons dès lors faire l’hypothèse suivante. S’il est vrai que les expériences d’ES sont loin d’être un phénomène émergeant au Brésil et que ces pratiques prolongent les modes anciens d’action collective populaire, d’économie populaire, dans lesquels elles trouvent leurs fondements et leur rationalité, nous pouvons déceler une innovation. D’une part, à travers une tendance à la diversification de ces expériences, que nous avons développée ci-dessus. Notamment, nous avons mentionné que, dans les années 1990, viennent se rajouter aux expériences appartenant au monde populaire, celles issues du milieu du travail formel et des courants syndicaux, à travers la récupération d’entreprises en faillite par les travailleurs tentant de s’organiser en autogestion.

D’autre part, et surtout, à travers une tendance au renforcement de la dimension politique de ces expériences. Les segments de l’économie populaire qui ont intégré le mouvement d’ES, soutenus par des structures d’appui du Tiers secteur, articulent désormais plus étroitement création de revenu – qui reste une priorité – et lutte politique, cette dernière dimension étant auparavant plus caractéristique des mouvements sociaux que des coopératives populaires. Ils affirment de manière explicite, revendiquée, un ensemble de valeurs (coopération, solidarité, autogestion) constituant une "nouvelle manière de faire de l’économie". Cela les amène parfois à s’unir pour s’inscrire dans une perspective de développement local, tentant de répondre de manière intégrée à un ensemble de besoins sociaux non-satisfait du quartier. Par rapport à l’économie populaire, l’ES a donc de particulier qu’elle se présente comme un projet économique et politique, au-delà d’une logique de subsistance ancrée dans le lien social et les réseaux d’acteurs.

De l’importance des structures d’appui au développement de l’économie solidaire

De l’histoire de la constitution du secteur de l’ES au Brésil, nous pouvons dégager l’importance du rôle joué par les structures d’appui au développement de l’ES. En effet, nous avons vu que ces initiatives du Tiers secteur⁴, issues principalement du monde associatif, ont parfois mis en place des expériences d’ES. Surtout, elles ont participé activement au développement de l’identité d’ES, certaines ayant impulsé la constitution de réseaux – tels que le RBSES – et la construction du mouvement de l’ES.

De manière générale, une des particularités du champ de l’ES au Brésil par rapport aux pays francophones européens est l’importance de telles structures dans l’accompagnement des groupes et expériences d’ES. Ce vaste ensemble joue un rôle de structuration et renforcement

³ Sur une population de 186 945 247 habitants (IBGE 2006).

⁴ Au Brésil, et en Amérique Latine en général, le Tiers secteur est identifié à un secteur privé d’intérêt général (de Melo Lisboa 2003b).

du champ à travers deux registres d'action. D'une part, elles prestant, avec des visions et méthodologies très variées, des services de formation, d'appui technique et d'accompagnement des expériences d'ES. D'autre part, elles organisent politiquement ces expériences, relayent leurs spécificités, tentent d'amplifier le mouvement et participent des réseaux et forums en quête de renforcement du secteur. Représentées au sein du FBES, elles sont une composante importante du mouvement d'ES et participent des débats et négociations politiques sur le secteur.

Dans cette catégorie d'acteurs, on retrouve principalement des ONGs, mais aussi d'autres associations et fondations, des mouvements sociaux, des syndicats et des Incubatrices des Universités. Il ne faut donc pas négliger la diversité interne à cette catégorie. Ces structures peuvent développer des visions politiques et des méthodologies d'appui fortement différentes. De surcroît, s'il fallait mener une analyse plus détaillée de la catégorie, il conviendrait de distinguer par exemple les syndicats et mouvements sociaux, formes plus ou moins structurées d'auto-organisation, des ONGs et incubatrices des universités, organisations composées de professionnels prestant des services à destination d'un public-cible.

Pour se développer, les expériences d'ES comptent sur une articulation avec le Tiers secteur, tant au niveau de la prestation de services d'appui qu'au niveau de la participation politique au mouvement. La relation entre les expériences d'ES et les structures d'appui n'est toutefois pas sans tensions, principalement lorsque les structures d'appui sont composées de professionnels. Ces tensions sont notamment issues du fait que les structures d'appui absorbent la majorité des fonds publics destinés au soutien et au développement de l'ES, provenant par exemple de la coopération internationale au développement.

1.2. Sur le mouvement social

L'ES est un mouvement social, à la fois aux yeux des acteurs du champ – qui se reconnaissent et s'identifient comme un mouvement – et au regard d'un nombre de critères objectifs. Leur mode d'action collective a de fait les caractéristiques d'un mouvement social. Il s'agit d'un rassemblement intentionnel de divers acteurs sociaux, qui, à travers des pratiques de coopération, des processus d'articulation et des moments de mobilisation commune – tentatives de regroupement qui ne sont bien entendu pas exemptes de tensions et conflits –, entendent explicitement porter une cause, plus ou moins universelle et peser sur les formes de la vie sociale, à travers une articulation à l'activité politique, des revendications politiques (composant la "Plate-forme de Luttes"). Réunis autour d'une identité et des valeurs communes (la "Carte de Principes"), les protagonistes s'opposent au capitalisme pour défendre, de manière militante, un nouveau mode de production, consommation et distribution des richesses, un modèle alternatif de développement, porteur de bénéfices pour la société. Bien plus qu'un ensemble de pratiques existantes, pour les acteurs impliqués, l'ES est un projet de société.

Si nous reprenons par exemple l'analyse d'A. Touraine, la mobilisation autour de l'ES porte bien les traits d'un mouvement social, puisqu'elle incarne un projet de changement social, "de direction de l'historicité, c'est-à-dire des modèles de conduite à partir desquels une société produit ces pratiques". Elle se définit un adversaire social et se donne une identité "sous la forme d'un projet qui porte la vision d'une autre organisation sociale et non d'une simple revendication ponctuelle" (Neveu 2005, p. 63).

Ce mouvement social se structure à travers les forums. A ce sujet, il faut mentionner que la pratique de forums n'est pas propre au mouvement d'ES. Elle se retrouve dans d'autres domaines d'action de la société civile brésilienne. En effet, nous avions mentionné plus haut que la lutte pour la démocratie et pour une "nouvelle citoyenneté" sont au cœur de maintes revendications. Il s'agit de permettre aux membres de la société d'être des sujets porteurs de

droits, en ce compris celui de participer de la gestion de la cité. Dans ce cadre, se sont constitués dans les années 1990 un ensemble d'expériences visant la construction d'espaces publics : soit des espaces tentant d'amplifier et de démocratiser la gestion de l'Etat, tels que les budgets participatifs, soit des espaces tentant de promouvoir un large débat au sein de la société civile sur des thèmes exclus de l'agenda public, tels que les forums (Dagnino 2002). Il y a donc un lien entre l'ES, en tant que mouvement social et projet de société, et le renforcement des espaces de participation citoyenne.

La mise en réseau et la constitution en mouvement social ont permis de rendre visibles sur la scène publique un ensemble de pratiques qui, bien qu'existant depuis longtemps, étaient souvent cachées. A travers le mouvement social, l'ES s'est constituée en tant que secteur propre et en tant qu'acteur politique. Cette récente voie d'institutionnalisation tente de faire reconnaître l'ES en tant que véritable acteur socio-économique, porteur de bénéfices pour la société et d'alternatives face aux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par un capitalisme peu régulé. A travers une articulation au Parti des Travailleurs accédant à l'exécutif national, cela a mené, au niveau national, à la reconnaissance par les pouvoirs publics de l'ES en tant que champ d'action légitime et digne de l'intérêt de l'action publique étatique et, de la sorte, à l'émergence de politiques publiques spécifiques.

Emergeant au sein de la critique altermondialiste, le mouvement d'ES entretient toutefois un lien étroit avec les pouvoirs publics, à travers l'ensemble des actions menées de concert avec le SENAES. Nous avons vu que ce dernier a participé de la diffusion de l'identité d'ES, ainsi que de la construction et du renforcement du mouvement. Il finance la structure et des activités du FBES, l'organisation de foires d'ES où se rencontrent les différents acteurs du mouvement – non seulement autour d'échanges commerciaux mais également autour d'une série d'activités d'ordre politique –, etc. Il est composé de membres se revendiquant du mouvement.

Comme nous l'avons maintes fois mentionné, dès sa création, le SENAES a mené la plupart de ses actions en partenariat avec le FBES, devenu son interlocuteur privilégié dans la mesure où il est considéré comme le représentant du mouvement d'ES, regroupant la plupart de ses acteurs et agrégeant ses principales formes d'expression. Ce type de lien à la société civile et l'idée de participation dans l'exécution de politiques publiques est l'une des marques administratives du Parti des Travailleurs. La tentative, sous des formes diverses, d'"incorporation de la population aux discussions relatives aux actions publiques constitue l'un des axes centraux" de son programme (Bezerra 2003, p. 134).⁵ En outre, la Plate-forme de Luttes présentant les revendications du FBES en termes de politiques publiques a servi de guide aux politiques menées par le SENAES.

La relation entre le mouvement social d'ES et le SENAES n'est pas exempte de tensions mais, de manière générale, le SENAES est appréhendé comme une conquête du mouvement social au niveau fédéral, respectant ses spécificités. Le défi pour bien des acteurs du secteur est, d'une part, d'amplifier les politiques publiques à destination de l'ES et, d'autre part, de garantir que les politiques publiques perdurent au-delà des mandats électoraux et des différentes configurations politiques au pouvoir. Pour cela, il s'agit également de mettre en place un cadre légal spécifique, adéquat aux initiatives d'ES, permettant de les identifier et de la sorte de faciliter les actions à destination du champ. Cela permettrait également de dépasser

⁵ Il faut toutefois rester conscient que ces mécanismes de participation, comme le signale Bezerra (2003), ne se réalisent pas dans un vide sociologique. Dès lors, lorsqu'ils sont mis en œuvre, "les mesures ébauchées dans les propositions, qui ont souvent pour référence des modèles nationaux et internationaux, élaborés pour instituer de "nouveaux" modèles de relations politiques, doivent faire face, par exemple, à des formes historiquement constituées de sociabilité politique et d'interaction avec les organismes gouvernementaux" (p.135), notamment, au Brésil, en ce qui concerne les relations personnifiées lors de l'attribution de ressources publiques.

le plan des politiques gouvernementales pour inscrire l'ES de manière structurelle au sein du cadre politico-institutionnel brésilien.

2. L'ECONOMIE SOLIDAIRE ET LA BANNIERE DE L'AUTOGESTION

Nous avons vu que l'ES est posée en termes d'alternative économique, par rapport au secteur public et au secteur capitaliste, à travers la mise en avant, au niveau du discours des protagonistes, d'une série de valeurs, telles que la coopération, la solidarité et l'autogestion. Parmi un large ensemble de valeurs, c'est sans nul doute principalement autour de la bannière de l'autogestion – qui, dans la pratique, recouvre des réalités très hétérogènes – que les acteurs se réunissent. Nous développons ce point dans cette section. A nouveau, pour comprendre l'importance accordée à la question de la démocratie économique dans le discours des protagonistes de l'ES, il nous faut nous référer à son contexte d'émergence.

En Amérique Latine, les sociétés émergent d'un passé jugé d'exploitation et d'oppression, de la colonisation aux encore récentes dictatures militaires. Elles sont également caractérisées par des structures sociales marquées, depuis longtemps, par la reproduction d'une forte dualisation, entre une minorité détenant le pouvoir économique et politique, et une majorité, la classe populaire, tentant d'assurer tant que possible des conditions plus ou moins dignes de vie. Le Brésil en particulier se caractérise par une forte inégalité sociale et une importante concentration des revenus. Le capitalisme n'a pas été autant régulé que dans les pays européens et l'on n'a pas assisté au développement de politiques publiques composant les systèmes de redistribution et de protection sociale. Il n'y a jamais eu de "société salariale" et le circuit formel du travail, essentiellement basé sur le secteur privé lucratif et le secteur public, n'est jamais parvenu à absorber l'ensemble des travailleurs. Au contraire, se sont développées de multiples formes d'occupation à travers l'économie des secteurs populaires. Dans le domaine politique, les sociétés sont également marquées par l'importance des pratiques clientélistes, voire de corruption.

Dans un tel contexte, différents courants de la critique sociale, s'appuyant tantôt sur une critique sociale marxiste, émanant aussi de la pensée chrétienne (théologie de la libération), ont mis en exergue la nécessité de conscientisation, d'émancipation et de libération des classes populaires. Notamment, suite à la réouverture démocratique du Brésil, a émergé une demande croissante vis-à-vis de droits liés à la citoyenneté. Quant aux courants syndicaux – dont, pour rappel, une partie a intégré le mouvement d'ES suite à la crise industrielle – ils avaient aussi développé une critique marxiste, quant à la relation salariale de subordination et d'exploitation des travailleurs au sein de l'entreprise capitaliste.

Dans ce cadre, l'ES répond à des besoins sociaux inassouvis à travers l'objectif de construction d'espaces de citoyenneté, face à l'exclusion économique, sociale et politique de ses participants. Le critère-clé, quant aux pratiques d'ES, tant du point de vue de la littérature scientifique, des acteurs de terrain (pour le FBES, entre autres) que des pouvoirs publics (pour le SENAES, entre autres), est celui de la pratique de l'autogestion qui renvoie à la démocratie directe dans la sphère du travail. Les travailleurs de l'ES ne sont pas des salariés mais des entrepreneurs collectifs.

Nous sommes ici au niveau du discours, c'est-à-dire qu'il s'agit de percevoir la manière dont les acteurs liés à l'ES se reconnaissent et s'identifient, définissent leur singularité par rapport à d'autres acteurs économiques. Dans la pratique, bien que les groupes revendiquent avoir pour horizon de leurs actions l'autogestion, celles-ci prend des formes très diverses : autogestion stricto sensu, présence d'un "leader populaire" orientant le groupes dans ses décisions (parfois nommé "leader populaire autogestionnaire"), groupes familiaux (principalement en milieu rural), respect des principes coopératifs traditionnels mais avec démocratie représentative (souvent dans les plus grandes structures), etc.

Il n'en demeure pas moins que, pour les acteurs, cette dimension est l'horizon des pratiques, dimension par ailleurs souvent travaillée lors des formations fournies par les structures d'appui. Cela s'inscrit dans une progressive mise en place de relations davantage horizontales, dans une société duale où les acteurs s'inscrivent au sein d'une critique sociale dénonçant les relations de pouvoir et soulignant l'importance de la construction d'espaces de citoyenneté et de participation, comme nous l'avons mentionné plus haut. Il s'agit de s'opposer aux rapports de domination et aux politiques assistentialistes pour mettre en place des relations collectives davantage émancipatrices. Il semble alors que la bannière de l'autogestion portée par les protagonistes ne doive pas être entendue dans un sens strict mais comme "l'ensemble de pratiques sociales qui se caractérisent par la nature démocratique de la prise de décision, qui favorise l'autonomie d'un "collectif". C'est un exercice de pouvoir partagé, qui qualifie les relations sociales de coopération entre personnes et/ou groupes, indépendamment du type de structures organisatrices et des activités, étant donné qu'elles expriment intentionnellement des relations sociales plus horizontales" (Peixoto de Albuquerque 2003, p. 20).

CONCLUSION

A travers une perspective historique, nous avons montré que l'identité d'ES au Brésil provient, d'une part, d'une dimension de démocratie économique à travers la revendication de processus d'autogestion au sein des initiatives, entendus dans un sens large, comme la construction d'espaces de citoyenneté active et de dignité pour le collectif de travailleurs. D'autre part, elle s'est cristallisée à travers une mise en réseau et la constitution en tant que mouvement social. Autrement dit, est entendu par ES au Brésil *des initiatives économiques organisées dans un esprit d'émancipation du travailleur, s'inscrivant dans une perspective de transformation sociale alternative au capitalisme*.

Nous avons également mis en avant la récente voie d'institutionnalisation adoptée par l'ES, le développement significatif de son inscription dans la sphère publique et l'émergence, au niveau national, de politiques publiques à destination du champ, menées par la SENAES selon une relation de concertation avec le mouvement. Dans le giron du mouvement social, se sont également développées, et sont en développement, des politiques publiques spécifiques au niveau des Etats de la Fédération. Par exemple, dans l'Etat de Minas Gerais depuis janvier 2004, dans le District Fédéral depuis avril 2005, dans les Etats du Mato Grosso du Sud depuis juillet 2005, du Rio Grande du Sud depuis novembre 2005 et de l'Espírito Santo depuis décembre 2005. Au niveau municipal, il est à noter que la loi n° 806, instituant le Programme Opportunité Solidaire de soutien au développement de l'ES dans la municipalité de São Paulo, approuvée en 2004 lors du gouvernement de Martha Suplicy (PT) fut révoquée ensuite lors du mandat du gouverneur José Serra. En effet, dans tous les cas, la question de la continuité de ces politiques reste posée.

BIBLIOGRAPHIE

- BEZERRA, M. O. (2003). "Participation populaire et conflits locaux : le budget participatif à Niterói (Rio de Janeiro)", in J. PICARD (dir), *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala, Collection Lusotopie, pp. 133-155.
- CARVALHO DE FRANÇA FILHO, G. (2006). "Capítulo 3. A Economia Popular e Solidária no Brasil", in G. CARVALHO DE FRANÇA FILHO, J.-L. LAVILLE, A. MEDEIROS et J.-P. MAGNEN (org), *Ação Pública e Economia Solidária. Uma Perspectiva Internacional*, Salvador, EDUFBA, UFRGS, Série Sociedade e Solidariedade, pp. 76-98.
- CARVALHO DE FRANÇA FILHO, G., et J.-L. LAVILLE (2004). *Economia Solidária. Uma abordagem internacional*, Porto Alegre, LSCI, UFRGS Editora, Coleção Sociedade e Solidariedade.
- CARVALHO DE FRANÇA FILHO, G. et J. TORRES SILVA JUNIOR (2005). "Une dynamique associative emblématique au Nord-Est brésilien", in J.-L. LAVILLE, J.-P. MAGNEN, G. CARVALHO DE FRANÇA FILHO et A. MEDEIROS (dir), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Ramonville Saint-Agne, Editions Erès, pp. 105-121.
- DAGNINO, E. (2002). "Capítulo 1. Sociedade Civil e Espaços Públicos no Brasil", in E. DAGNINO (org), *Sociedade Civil e Espaços Públicos no Brasil*, São Paulo-Rio de Janeiro, Unicamp, Paz e Terra, pp. 9-15.
- DE JESUS, P. et L. TIRIBA (2003). "Cooperação", in A. D. CATTANI (org), *A Outra Economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, pp. 49-54.
- DE MELO LISBOA, A. (2003a). "Solidariedade", in A. D. CATTANI (org), *A Outra Economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, pp. 242-250.
- DE MELO LISBOA, A. (2003b). "Terceiro Setor", in A. D. CATTANI (org), *A Outra Economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, pp. 253-260.
- DE MELO NETO SEGUNDO, J. J. et S. MAGALHÃES (2003). *Bairros Pobres Ricas Soluções. Banco Palmas ponto a ponto*, Fortaleza, Conjunto Palmeiras.
- ENCONTRO LATINO DE CULTURA E SOCIOECONOMIA SOLIDARIAS (1998). *Construindo a Socioeconomia Solidária do Espaço Local ao Global*, Rio de Janeiro, PACS, CASA, Série Semeando Socioeconomia - n°1.
- FORUM BRASILEIRO DE ECONOMIA SOLIDARIA (FBES) (2006). <http://www.fbdes.org.br>
- GAIGER, L. I. (2005). "Entreprise Solidaire", in J.-L. LAVILLE et A. D. CATTANI (dir), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 287-296.
- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE). (2006). <http://www.ibge.com.br>
- MELLO, R. et C. SILVEIRA (1990). *Projetos de Apoio ao Setor Informal Urbano. Classificação geral e exames de experiências selecionadas*, IBASE, SETAS/MG et GTZ.
- MOVIMENTO NACIONAL DOS CATADORES DE MATERIAIS RECICLAVEIS (MNCR) (2006). <http://www.movimentodoscatadores.org.br>

- MINISTERIO DO TRABALHO E EMPREGO, SECRETARIA NATIONAL DE ECONOMIA SOLIDARIA (MTE/SENAES) (2006). *Atlas da Economia Solidária no Brasil*, Brasília, Departamento de Estudos e Divulgação.
- NEVEU, E. (2005, 4^{ème} édition). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Collection Repères.
- PEIXOTO DE ALBUQUERQUE, P. (2003). "Autogestão", in A. D. CATTANI (org.), *A Outra Economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, pp. 20-26.
- POLANYI, K. (1983, version française d'un ouvrage paru en 1944). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, traduit de l'anglais par C. Malamoud, préface de L. Dumont, Paris, Gallimard.
- RAZETO, L. (1988). *Economia de solidaridad y mercado democrático, Libro tercero, Fundamentos de una teoría económica comprensiva*, Santiago du Chili, Programa de Economía del Trabajo.
- RAZETO, L. (1990). *Las empresas alternativas*, Santiago du Chili, Programa de Economía del Trabajo.
- REDE BRASILEIRA DE SOCIOECONOMIA SOLIDARIA (RBSES) (2006). <http://www.redesolidaria.com.br>
- SARRIA ICAZA, A. M. (2006). "Tercer Sector y Economía Solidaria en el Sur de Brasil: características y perspectivas", *Red de Investigadores Latinoamericanos de Economía Social y Solidaria*, (RILESS, <http://www.riless.org>), 12 p.
- SCHMIDT, D. et V. PERIUS (2003). "Cooperativismo e cooperativa", in : A. D. CATTANI (org), *A Outra Economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, pp. 63-72.
- SINGER, P. (2002). *Introdução à economia solidária*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo.
- SINGER, P. (2006). "Capítulo 13. SEANES – Uma Experiência Brasileira de Política de Economia Solidária", in G. CARVALHO DE FRANÇA FILHO, J.-L. LAVILLE, A. MEDEIROS et J.-P. MAGNEN (org), *Ação Pública e Economia Solidária. Uma Perspectiva Internacional*, Salvador, EDUFBA, UFRGS, Série Sociedade e Solidariedade, pp. 282-290.
- SISTEMA NATIONAL DE INFORMAÇÕES EM ECONOMIA SOLIDARIA (SIES) (2006). <http://www.sies.mte.gov.br>